

Retraites

Solidarité internationale avec les salariés français

Ces dernières semaines, FO a reçu un bon nombre de messages de soutien au mouvement en cours de la part de plusieurs organisations syndicales internationales, allant jusqu'à des actions comme en Belgique

Les syndicats belges de la FGTB ont mené mardi ces actions pour empêcher les exportations de carburants destinées à la France. Leur but est d'éviter que la mobilisation en cours dans l'hexagone soit brisée de l'extérieur.

La mobilisation des syndicats et des salariés contre la réforme des retraites dépasse le cadre des frontières de l'Hexagone. Ces dernières semaines, les centrales françaises, dont FO, ont reçu un bon nombre de messages de soutien au mouvement en cours de la part de plusieurs organisations syndicales internationales qui ont souhaité exprimer leur solidarité. Après le président du DGB (Confédération des syndicats en Allemagne), Michel Sommer, par ailleurs président de la Confédération syndicale internationale (CSI), qui avait adressé la semaine dernière une lettre dans laquelle il partageait notamment le rejet de la mesure «socialement injuste» de «l'allongement de l'âge du départ en retraite», plusieurs syndicats étrangers ont tenu à encourager les Français à persévérer dans leurs combats. Parmi eux figurent plusieurs organisations comme l'Union syndicale suisse (USS) ou de l'Union générale des travailleurs du Brésil. Ou comme l'UMT (Maroc) et l'UGTT (Tunisie), qui suivent de près la situation en France, en particulier parce que leurs systèmes de retraite sont inspirés par le modèle français.

Au-delà de ces messages de soutien, dont la liste n'est évidemment pas exhaustive, notons le blocage mardi de deux dépôts de carburants en Belgique menés tambour battant par le syndicat des employés, techniciens et cadres (SETCA) affilié à la Fédération générale du Travail de Belgique (FGTB). Ces actions sans limitation de durée s'inscrivent «dans une optique de solidarité avec les travailleurs français en grève», a indiqué ce syndicat. «Nous n'acceptons pas qu'on essaye de casser le mouvement en France par des circuits étrangers» a-t-il ajouté. Au départ, il n'était question de ne bloquer que l'entrée et la sortie des camions français. Mais le syndicat a décidé de tout bloquer après avoir constaté l'augmentation anormale des chargements à destination du pétrolier français Total. Du coup, «il n'y a plus d'alimentation, ni pour la France, ni pour la Belgique », a-t-il assuré. Pour les mêmes raisons, le syndicat de la fonction publique (CGSP), membre également de la FGTB, a menacé de bloquer la navigation sur la Lys et l'Escaut, deux fleuves qui relient les deux pays, si des sociétés pétrolières françaises tentaient de s'approvisionner par ces voies.

«Notre seule préoccupation est d'éviter à tout prix que la grève en France soit brisée de l'extérieur», martèle Stephan Gallon, chargé des questions internationales à la FGTB qui fait état d'une motion allant dans ce sens et adoptée le même jour à l'unanimité des membres du bureau de l'organisation.

Jour après jour du 26/10/2010